Les Chiliens se prononcent sur le nouveau projet de constitution

Cette proposition a été rejetée par de larges secteurs, en particulier le centre-gauche, les syndicats et les femmes, parce qu'elle contient des chapitres qui constituent une régression.

Le nouveau projet de Constitution a été rejeté par de larges secteurs, en particulier le centre-gauche, les syndicats et les femmes, car il contient des chapitres qui constituent une régression par rapport aux acquis.

Santiago du Chili, 17 déc (RHC) Les Chiliens décideront ce dimanche d'approuver ou de rejeter le projet de constitution élaboré par un organe conservateur majoritaire et considéré par beaucoup comme pire que celui en vigueur depuis la dictature.

Plus de 15,4 millions de personnes sont appelées à participer au plébiscite d'aujourd'hui, le deuxième au cours des 15 derniers mois pour tenter de doter le pays d'une nouvelle loi fondamentale.

Tous les sondages connus ici avant la fermeture de la publication des sondages d'opinion donnaient un avantage au "non" sur le "oui", bien que ces dernières semaines l'écart entre les deux se soit réduit.

Par ailleurs, on ne sait toujours pas comment voteront les quelque cinq millions d'électeurs indécis ou non intéressés, qui participeront au référendum parce que le vote est obligatoire.

La Magna Carta proposée a été rejetée par de larges secteurs, en particulier le centre-gauche, les syndicats et les femmes, car elle contient des chapitres qui constituent une régression par rapport aux acquis.

Parmi les plus controversés figure celui qui introduit le concept de "défense de la vie de l'enfant à naître", qui met en péril la loi sur l'interruption volontaire de grossesse pour trois motifs : viol, non-viabilité du fœtus ou danger pour la vie de la mère.

La suppression du droit de grève, la réduction des contributions pour les communes et l'octroi d'un statut constitutionnel aux administrateurs de fonds de pension et aux assurances maladie privées sont également au centre des critiques.

L'ancien membre du Conseil constitutionnel pour le parti Convergencia Social, Yerko Ljubetic, a récemment averti que le texte issu de cet organe, où la droite et l'extrême droite étaient majoritaires, est pire que celui imposé sous la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990).

"Nous sommes entre le mauvais et le pire", a déclaré M. Ljubetic.

Au contraire, les partisans du projet de loi affirment qu'il tient compte des préoccupations des citoyens, telles que l'insécurité croissante et l'immigration clandestine, qu'ils accusent d'être à l'origine de l'augmentation de la criminalité.

Le service électoral a appelé les citoyens à voter dans la paix, sans violence et en respectant le droit des autres à choisir.

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/342337-les-chiliens-se-prononcent-sur-le-nouveau-projet-de-constitution

Radio Habana Cuba